



Politique relative à la gouvernance des renseignements personnels

Adoptée par le conseil d'administration
30 août 2023

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE le CPE est une entreprise privée qui est régie par la *Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé* (RLRQ, chapitre P-39.1) ;

ATTENDU QUE dans le cadre de la prestation des services de garde, le CPE doit procéder à la collecte, l'utilisation, la conservation et la destruction de renseignements personnels qui concernent les enfants, les parents, les membres du personnel, les candidates à l'emploi, les membres de la corporation ainsi que ses administrateurs ;

ATTENDU QUE le CPE recueille des renseignements personnels en application de la *Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance* (LRRQ, chapitre S-4.1.1), de ses règlements et des exigences du ministère de la Famille et ce, dans le cadre des services de garde éducatifs à l'enfance ;

ATTENDU QUE le CPE recueille des renseignements personnels, entre autres, en application de la Partie III de la *Loi sur les compagnies* (LRRQ, chapitre C-38) et de la *Loi sur la publicité légale des entreprises* (LRRQ, chapitre P-44.) et de ses règlements, dans le cadre de l'exploitation de son entreprise ;

ATTENDU QUE de nouvelles dispositions législatives imposent au CPE l'obligation d'adopter et de mettre en application des pratiques encadrant sa gouvernance des renseignements personnels afin d'assurer la protection de ceux-ci ;

ATTENDU QUE le non-respect de la loi peut engager la responsabilité des administrateurs et du personnel d'encadrement du CPE par l'accomplissement d'un acte fautif ou par omission ;

Le conseil d'administration du CPE adopte la présente politique afin d'encadrer la protection des renseignements personnels.

1. Objectifs de la présente politique

Le conseil d'administration du CPE a la volonté et l'obligation légale de se doter de pratiques sécuritaires afin d'assurer la confidentialité des informations personnelles que la corporation obtient, détient et utilise dans le cadre de la prestation des services de garde. Ces pratiques incluent aussi la destruction des informations personnelles.

Par l'adoption de la présente politique, le conseil d'administration s'engage ainsi à protéger

l'ensemble des renseignements personnels que lui ou son personnel utilise concernant les enfants, les parents, les membres du personnel, les candidates à l'emploi, les membres de la corporation ainsi que ses administrateurs. La présente politique encadre aussi les demandes d'accès aux renseignements personnels ainsi que la rectification de ceux-ci.

2. La personne responsable

La Co-Directrice est désignée expressément par le conseil d'administration comme la personne responsable de l'accès aux informations personnelles et à la protection des renseignements personnels.

En ce sens, la Co-Directrice a pour fonction de veiller à assurer le respect et la mise en œuvre de la Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé (RLRQ, chapitre P-39.1) et d'appliquer la présente politique.

Elle a également comme responsabilité de répondre aux demandes d'accès à l'information et de traiter ces demandes en conformité avec la Loi et la présente politique. Les coordonnées de la Co-Directrice sont les suivantes :

<p>CO-DIRECTRICE : Marie Beaudoin COURRIEL : troispommes1@videotron.ca TÉLÉPHONE : 819-776-0865 poste 100</p>

Si la Co-Directrice n'est pas disponible pour une période prolongée de plus de 30 jours et ne peut répondre à une demande d'accès à l'information, une deuxième Co-Directrice est désignée pour répondre et traiter la demande en son absence.

3. Demande d'informations sur les pratiques du CPE en matière de protection des renseignements personnels

Les coordonnées de la Co-Directrice et son rôle en matière d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels sont affichés sur le site Internet du CPE. La Co-Directrice a aussi l'obligation de rendre et maintenir accessible cette information par d'autres moyens qu'elle juge appropriés.

La Co-Directrice prête assistance à toute personne qui demande des informations concernant les pratiques et procédures encadrant la collecte et la protection des renseignements personnels incluant la durée de la détention de cette information.

Une liste sommaire de la durée de détention des informations personnelles se retrouve en annexe

4. Nature des renseignements personnels collectés, détenus et utilisés

Le CPE, à titre de prestataire de services de garde éducatifs, titulaire d'un permis de garde délivré par le ministère de la Famille, doit recueillir plusieurs renseignements personnels. Ces renseignements personnels sont consignés par écrit sur des formulaires ou des ententes, et ce, par le biais de divers moyens technologiques.

Ces renseignements sont conservés dans chacune de nos installations. Par contre, le registre des membres de la personne morale ainsi que les documents concernant leurs vérifications d'absence d'empêchement sont conservés au 30 rue Labelle.

D'une manière non limitative, le CPE doit recueillir des renseignements personnels afin de :

- Constituer un dossier éducatif concernant chaque enfant ;
- Convenir d'une entente de services ;
- Compléter l'inscription des enfants ;
- Compléter les fiches d'assiduité des enfants (présence et absences) ;
- Être en mesure de déterminer les jours de fréquentation (attestation de services de garde) ;
- Déterminer l'admissibilité à la contribution réduite ou l'exemption (dossier du parent) ;
- Compléter les fiches pour l'administration de l'acétaminophène ;
- Constituer un dossier concernant les besoins particuliers des enfants, le cas échéant ;
- Constituer les dossiers des employées ;
- Compléter les vérifications d'absence d'empêchements ;
- Tenir un registre des membres de la personne morale et des administrateurs ;
- Autres fins nécessaires à la prestation des services de garde éducatifs à l'enfance.

Une liste sommaire des informations personnelles détenues se retrouve en annexe 2.

5. Consentement à la collecte et à l'utilisation des renseignements

Les parents utilisateurs, les membres du personnel, les candidats à l'emploi ainsi que les membres de la corporation et ses administrateurs ou toute autre personne qui fournit des renseignements personnels au CPE doivent être informés et consentir par écrit à toute collecte de renseignements personnels les concernant, et ce, avant que ces données ne soient collectées et utilisées.

Le CPE doit obtenir l'autorisation écrite de la personne concernée avant ou au moment de

collecter des renseignements personnels sur celle-ci ou sur son enfant et avant de communiquer quelques renseignements personnels que ce soit à un tiers.

Le formulaire d'autorisation se retrouve en annexe 1.

6. Règles de conservation des renseignements personnels (stockage et sécurité)

La Co-Directrice s'engage à limiter l'accès et l'utilisation des renseignements personnels que le CPE détient aux seules personnes détenant les fonctions appropriées au sein de l'entreprise, et ce, seulement lorsque ces renseignements sont nécessaires à l'exercice de leurs fonctions. La Co-Directrice prend des mesures de sécurité propres à assurer la sécurité des renseignements compte tenu, notamment, de la sensibilité des renseignements, de leur finalité, de leur quantité et du support utilisé.

La Co-Directrice est responsable de la mise en place des mots de passe, de l'octroi des accès, et des diverses mesures informatiques, dont le système de sauvegarde « back-up » sécurisé.

La Co-Directrice s'assure que le CPE ne recueille que les renseignements personnels nécessaires aux fins déterminées par la *Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance* (LRRQ, chapitre S-4.1.1) de ses règlements ou par le ministère de la Famille ou en application de la Partie III de la *Loi sur les compagnies* (LRRQ, chapitre C-38) et de la *Loi sur la publicité légale des entreprises* (LRRQ, chapitre P-44.) et de ses règlements.

7. Règles de transmission à des tiers

Le CPE ne peut transmettre à des tiers des renseignements personnels sauf lorsque ceux-ci doivent être transmis en application de la *Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance* ou d'une autre loi ou d'une ordonnance d'un tribunal.

La Co-Directrice s'assure que les renseignements personnels collectés ou les informations qui ont été portées à leur connaissance dans le cadre des activités de l'entreprise ne sont pas utilisés ou communiqués **à des fins autres** que celles pour lesquelles ils ont été recueillis ou obtenus, à moins que la personne concernée n'y consente ou que la Loi ne l'exige.

La transmission d'informations personnelles à des tiers pour des fins commerciales ou philanthropiques est interdite. En cas de réorganisation de la structure juridique du CPE (fusion ou cession), les renseignements personnels font partie des actifs et peuvent être partagés sans consentement.

Le CPE peut communiquer des informations personnelles à un prestataire de service externe ou une personne qui se voit confier un mandat, et ce, sans obtenir de consentement, mais uniquement dans la mesure où cette entreprise est nécessaire à l'exécution des tâches du CPE et

qu'un contrat écrit existe entre les parties. Ce contrat doit prévoir que ce sous-traitant a prévu des mesures pour garantir la confidentialité des renseignements personnels, que l'utilisation des données ne vise que l'exécution du contrat, que les données seront détruites après la fin du contrat et qu'advenant un incident, la co-directrice pourra procéder aux vérifications requises.

8. Règles de destruction des renseignements personnels

Les renseignements personnels ne sont conservés qu'aussi longtemps que nécessaire pour la réalisation des finalités déterminées et conformément aux délais prescrits par la *Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance* (LRRQ, chapitre S-4.1.1) et ses règlements.

Il en est ainsi de toutes autres obligations législatives, dont celles à caractère fiscal et des renseignements personnels, des candidats rejetés dans le cadre des processus d'embauche.

À l'expiration de ces délais, la co-directrice doit détruire les renseignements personnels contenus dans les dossiers, et ce, de manière sécuritaire.

9. Les rôles et responsabilités des membres du personnel et des administrateurs

Les membres du personnel et les administrateurs de la personne morale peuvent avoir accès à des renseignements personnels sensibles dans le cadre de la gestion du CPE, des relations du travail et de la prestation des services de garde.

Les membres du personnel et les administrateurs de la personne morale sont tenus à la discrétion sur ce dont ils ont connaissance à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions et doivent respecter le caractère strictement confidentiel des renseignements personnels auxquels ils ont accès.

Chacun des membres du personnel, de la direction, des administrateurs, stagiaires et bénévoles s'engage personnellement à respecter la présente politique ainsi que les procédures qui y sont énoncées et à respecter le caractère hautement confidentiel des données auxquelles ils ont accès. Cette obligation perdure en tout temps, même après l'expiration du mandat ou la fin de l'emploi.

10. Incident de confidentialité

En cas d'accès, d'utilisation ou de communication non autorisés par la Loi ou par la personne concernée à un renseignement personnel ou la perte d'un renseignement personnel ou toute autre atteinte à la protection d'un tel renseignement que le CPE sur une ou des personne(s), la co-directrice doit :

- Aviser la Commission d'accès à l'information (CAI) si nous sommes en présence d'un risque de préjudice sérieux;
- Aviser la personne visée par écrit;
- Prendre les mesures raisonnables pour diminuer les risques qu'un préjudice soit causé et éviter que de nouveaux incidents de même nature ne se produisent ;

- Aviser toute personne ou tout organisme susceptible de diminuer ce risque (obligation de conserver une preuve)
- Tenir un registre des incidents de confidentialité (annexe 4);

11. Exactitude des renseignements personnels

Les renseignements personnels qui sont collectés, détenus et utilisés doivent être exacts, complets et à jour. Toute personne peut faire une demande d'accès et de rectification des renseignements personnels la concernant, conformément à la Loi.

12. Accès aux renseignements personnels

Pour toute demande d'information ou de mise à jour concernant vos renseignements personnels ou une demande d'information sur la présente politique, veuillez communiquer avec la *co-directrice*. Celle-ci procédera à l'évaluation de la demande.

La co-directrice doit, dans un délai de trente (30) jours et à la demande écrite de la personne concernée, confirmer ou infirmer l'existence d'un renseignement personnel la concernant et lui donner communication de ce renseignement en lui permettant d'en obtenir une copie, conformément à la *Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé* (RLRQ, chapitre P-39.1).

13. Processus de traitement des plaintes

Conformément aux articles 42 à 44 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé* (RLRQ, chapitre P-39.1), la personne qui est insatisfaite du traitement de sa demande d'accès à l'information ou de rectification peut demander la révision de cette décision auprès de la Commission d'accès à l'information, dans les 30 jours du refus de la demande ou de l'expiration du délai pour y répondre.

La demande doit être formulée par écrit et exposer brièvement les raisons de celle-ci en plus de payer les frais exigibles. Un formulaire de demande de révision est disponible sur le site internet de la Commission d'accès à l'information à l'adresse suivante :

https://www.cai.gouv.qc.ca/documents/CAI_FO_demande_revision_et_dexamen_mesentente.pdf

Pour toute autre insatisfaction quant à la collecte, l'utilisation ou la destruction des renseignements personnels détenus par le CPE, une plainte peut être formulée conformément à la politique de traitement de plaintes en vigueur au CPE.

ANNEXE 1

FORMULAIRE DE CONSENTEMENT À LA COLLECTE, À L'UTILISATION ET À LA CONSERVATION DE RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

ATTENDU QUE le CPE est une entreprise privée qui est régie par la *Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé* (RLRQ, chapitre P-39.1);

ATTENDU QUE dans le cadre de la prestation de services de garde, le CPE Aux trois Pommes doit procéder à la collecte, l'utilisation et la conservation des renseignements personnels qui vous concernent et qui concernent votre enfant.

ATTENDU QUE le CPE recueille des renseignements personnels vous concernant et concernant votre enfant, en application de la *Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance* (LRRQ, chapitre S-4.1.1) de ses règlements et des exigences du ministère de la Famille, principalement, afin de :

- Constituer un dossier éducatif concernant votre enfant ;
- Convenir d'une entente de services
- Compléter l'inscription de votre enfant
- Compléter les fiches d'assiduité de votre enfant (présence et absences)
- Être en mesure de déterminer les jours de fréquentation (attestation de services de garde)
- Déterminer votre admissibilité à la contribution réduite ou à votre exemption (dossier du parent)
- Compléter les fiches pour l'administration de l'acétaminophène
- Constituer un dossier concernant les besoins particuliers de votre enfant, le cas échéant.
- Autres fins nécessaires à la prestation des services de garde éducatifs à l'enfance ;

ATTENDU QUE le CPE recueillera ces renseignements par écrit, par le moyen de formulaires, et/ou d'ententes.

ATTENDU QUE les nouvelles dispositions législatives imposent au CPE l'obligation d'obtenir votre consentement écrit afin de recueillir, d'utiliser et de conserver les renseignements personnels qui vous concernent et qui concernent votre enfant ;

Vu ce qui précède, le CPE s'engage à ce que des mesures de sécurité assurent la confidentialité de ces renseignements, notamment, par la nomination d'une personne responsable des renseignements personnels et par des mesures de conservation strictes.

Le CPE ne communiquera pas vos renseignements à qui que ce soit, sauf si cela est nécessaire pour qu'un tiers puisse lui fournir des services (par ex. maintenance ou support informatiques, destruction sécuritaire de données, etc.)

Je comprends cependant que si cela est nécessaire en application de la *Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance* (LRRQ, chapitre S-4.1.1) de ses règlements et des exigences du ministère de la Famille il est possible que certains renseignements soient transmis au ministère de la Famille du Québec ou lorsque la Loi ou une autorité compétente l'exige.

Le CPE s'engage à détruire de façon sécuritaire les renseignements personnels recueillis, selon les délais prévus par la *Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance* (LRRQ, chapitre S-4.1.1) et ses règlements ou à vous remettre les dossiers constitués

En tout temps, vous pouvez :

- Faire une demande d'accès à l'information ou demander la rectification des informations contenues dans les dossiers vous concernant ou concernant votre enfant, en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé* (RLRQ, chapitre P-39.1);
- Retirer votre consentement à la communication ou à l'utilisation des renseignements recueillis par le CPE en adressant une communication écrite à cet effet.
- Faire une demande pour savoir qui sont les personnes qui ont accès à ses renseignements personnels au sein de l'entreprise, de la durée de conservation de ces renseignements.
- Demander les coordonnées du responsable de l'information ;

Je consens à ce que le CPE Aux trois Pommes recueille, utilise et conserve les renseignements personnels qui me concernent et qui concernent mon enfant.

Je NE consens PAS à ce que le CPE Aux Trois Pommes recueille, utilise et conserve les renseignements personnels qui me concernent et qui concernent mon enfant.

Nom et prénom de l'enfant

Date

Nom et prénom du parent/tuteur

Signature

ANNEXE 2

Renseignements relatifs aux enfants		
Dossier éducatif	Nom & prénom de l'enfant Date de naissance Nom & prénom du/ des parent(s) Date de début de la prestation Portraits périodiques Soutien particulier (le cas échéant) Photo de l'enfant (le cas échéant)	LSGÉE, article 57.1 RSGÉE, article 123.0.1
Entente de services	Nom & prénom de l'enfant Date de naissance Nom & prénom du/ des parent(s)	RCR, article 9
Fiche d'inscription	Nom & prénom de l'enfant Date de naissance No de téléphone Langue comprise et parlée Nom & prénom du/ des parent(s) Renseignements sur la santé de l'enfant Renseignements sur l'alimentation de l'enfant	LSGÉE, article 58 RSGÉE, article 122
Fiche d'assiduité	Nom & prénom de l'enfant Nom & prénom du/ des parent(s)	LSGÉE, article 58 RSGÉE, article 123
Attestation de services de garde	Nom & prénom de l'enfant Date de naissance	RCR, article 20
Traitement des plaintes ou signalement DPJ	Nom & prénom du plaignant Adresse No de téléphone Nom & prénom de l'enfant Date de naissance (si enfant) Langue Sexe de l'enfant Info sur l'agresseur, si signalement Adresse de courriel	Politique de traitement des plaintes Entente multi
Renseignements relatifs aux parents utilisateurs		
Demande d'admissibilité à la contribution réduite (Dossier du parent)	Nom & prénom du/ des parent(s) Adresse No de téléphone Nom & prénom de l'enfant Certificat de naissance (ou autre) du parent Certificat de naissance enfant No assurance sociale Date de naissance Preuve exemption (aide sociale)	RCR, article 14

Fiche pour l'acétaminophène	Poids Nom & prénom de l'enfant	RSGÉE, annexe II, articles 121 et 121.6.
Dossiers des enfants à besoins particuliers	Nom & prénom de l'enfant Nom & prénom du/ des parent(s) Adresse Node téléphone Date de naissance Sexe Historique médical et psychosocial	Règles budgétaires et autres instructions du ministère de la Famille
Renseignements relatifs à la vérification d'absence d'empêchements (VAE)		
Pour les administrateurs, les membres du personnel, ainsi que les RSG et les membres de leur famille	Nom & prénom Adresse actuelle Adresses précédentes No de téléphone Date de naissance Sexe Adresse courriel No de pièces d'identité Antécédents judiciaires (le cas échéant) Motif de l'empêchement (le cas échéant) Décision du comité d'éthique (le cas échéant)	LSGÉE, articles 26 et 27 RSGÉE, articles 1 à 6.5, 10, 7°, 25 et 48.
Renseignements relatifs aux administrateurs de la personne morale		
Liste pour le ministère	Nom & prénom Adresse	RSGÉE, article 10, 6°
Publicité légale	Nom et prénom des administrateurs Copie pièce id à transmettre au REQ Date de naissance des administrateurs Adresse des administrateurs	Loi sur la publicité légale des entreprises, articles 33 et 68.1
Registre ou liste des membres de la personne morale	Nom & prénom (minimalement) Adresse No téléphone Adresse courriel	Loi sur les compagnies, article 104 Règlements généraux
Renseignements relatifs aux RSG		
Dossiers des RSG détenus par les BC	Nom & prénom de la RSGE Numéro d'assurance sociale Adresse	LSGÉE, article 59 RSGÉE, article 48
Registre des RSG reconnues dans son territoire et liste des personnes qu'il a refusé de reconnaître	No de téléphone Adresse courriel Dossier VAE (voir section VAE) Plaintes (le cas échéant) Rapports Attestations	

Renseignements relatifs à la gestion du personnel		
Dossiers du personnel de garde	Curriculum vitae Formulaire de demande d'emploi Formulaire d'embauche Rapports du comité de sélection Contrats d'engagement Autorisations de déductions Rapports de probation Rapports d'évaluation Diplômes Attestations d'études ou d'expérience Rapports sur l'état de santé de la salariée Dossier CNESST (le cas échéant) Demandes de congé avec ou sans salaire Avis de mesure disciplinaire Avis de mesure administrative Lettre de démission, congédiement Rapports d'absence d'empêchement Demande de transfert, avis de nomination Formulaire de disponibilité Attestation de premiers soins	Obligations fiscales/gouv Convention collective Régime d'assurance Régime de retraite Qualification : RSGÉE, articles 10, 11°, 22 et 25

ANNEXE 3

Délais de conservation des dossiers

Renseignements	Délai de conservation	Disposition réglementaire
Preuves de qualification du personnel de garde	Pendant les 3 années qui suivent la date de fin d'emploi	RSGÉE, article 26
Fiche d'administration des médicaments, protocoles d'administration et les autorisations	Pendant les 3 années qui suivent la cessation de la prestation des services	RSGÉE, article 121.3
Fiche d'assiduité	Pendant les 6 années qui suivent la cessation de la prestation des services	RSGÉE, article 123
Preuve de transmission du portrait périodique	Pendant l'année qui suit la fin de la prestation des services	RSGÉE, article 123.0.4.
Dossier éducatif (Copie)	Pendant l'année qui suit la fin de la prestation des services	RSGÉE, article 123.0.6.
Dossier d'admissibilité du parent à la contribution réduite	Pendant les 6 années qui suivent la cessation de la prestation des services	RCR, article 22.
Pièces justifiant l'octroi d'une subvention (Ex : besoins particuliers)	Pendant six ans , les pièces qui justifient l'octroi d'une subvention et son affectation	LSGÉE, article 99
Dossiers des employés	Pendant six ans après la dernière année d'imposition à laquelle ils se rapportent	Lois fiscales
Dossier des candidats à l'emploi	Au plus tard à l'octroi de la permanence du candidat retenu	Loi renseignements personnels, article 23

